



Manifeste pour l'investissement de long terme dans l'Union européenne
signé à l'occasion des Assises nationales du financement du long terme
17 novembre 2011

L'Europe a un besoin urgent de retrouver les voies d'une croissance ferme et durable. Elle ne pourra y parvenir sans consentir un effort financier massif d'investissement de long terme, en faveur des infrastructures, des équipements industriels, de l'innovation, de l'adaptation au changement climatique, etc.

Nous, acteurs économiques et institutionnels, investisseurs publics territoriaux, chefs d'entreprises, responsables des fédérations professionnelles, investisseurs français et européens, sommes prêts à relever ce défi – mais cela passe par une révision drastique d'un cadre de régulation devenu de plus en plus dissuasif.

C'est la raison pour laquelle nous appelons l'Union européenne à se doter d'urgence d'un environnement favorable à l'investissement de long terme.

1. Un constat partagé : la croissance ne reviendra en Europe qu'à condition de répondre aux besoins d'investissement de long terme de nos économies

L'exemple des infrastructures est éloquent :

- En France, le besoin d'investissement en infrastructures de transport pour les 20 prochaines années est évalué à 166 Md€ tandis que pour le secteur des technologies de l'information, 20 à 30 Md€ seront nécessaires d'ici 2025 pour déployer les réseaux de fibre optique à travers le pays ;
- Au niveau européen, la Commission les évalue à plus de 1 600 Md€ d'ici 2020 (infrastructures de transport et d'énergie).

Bien d'autres besoins se manifestent dans la recherche, le développement durable, le financement de grands projets à l'exportation, etc. Or, le contexte économique, caractérisé par la crise financière, les perspectives de faible croissance, les contraintes pesant sur le crédit bancaire et la contraction des budgets nationaux, freine le déploiement de tels investissements. A cela s'ajoute un ensemble de réglementations inadaptées qui privilégient le court terme et ignorent les spécificités des investissements longs au risque de faire fuir les acteurs privés.

2. Les Assises : une réflexion collective pour évaluer les obstacles à l'investissement de long terme

Nous avons pris l'initiative de lancer la première grande réflexion nationale réunissant tous les acteurs économiques concernés pour :

- établir un diagnostic sur les besoins d'investissements de long terme de l'économie ;
- identifier les obstacles structurels générés par les nouveaux régimes prudentiels et comptables et par l'évolution de la fiscalité de l'épargne ;
- proposer des remèdes afin de reconstituer un environnement porteur pour l'investissement de long terme.

Cette réflexion collective, d'abord conduite au niveau français, devrait être prochainement reproduite dans d'autres Etats membres pour enclencher une véritable dynamique européenne débouchant sur un changement de cap.

3. Nos objectifs : disposer d'un cadre européen en faveur de l'investissement de long terme

Les autorités européennes ont aujourd'hui la responsabilité de se doter des moyens de financer les objectifs de la stratégie Europe 2020 : la connaissance au service de la croissance et de l'emploi, l'environnement, l'énergie, les transports.

Elles ne seront à la hauteur des enjeux que si les normes prudentielles et comptables tiennent compte du « business model » des investisseurs qui ont la capacité de les financer, et les règles fiscales adaptées pour encourager l'épargne longue au service des investissements productifs.

- **Signataires corporate :**

Gilles Benoist (CNP Assurances), Henri de Castries (Axa), Henri Lachmann (Schneider Electric), Gérard Mestrallet (GDF Suez), Yves-Thibault de Silguy (Vinci / IFRS Foundation), Denis Kessler (SCOR)

- **Organismes professionnels :**

Robert Baconnier (ANSA), Jean Eyraud (Af2i), Frédéric Oudéa (FBF), Laurence Parisot (MEDEF), P.-H. de la Porte du Theil (AFG), Hervé Schricke (AFIC), Bernard Spitz (FFSA)

- **Autorités publiques :**

Jacques Pélissard (AMF), René Ricol (Commissaire général à l'investissement)

- **Think tank :** Claude Bébéar (Institut Montaigne), Jacques de Larosière (EUROFI)

- **Economiste :** Olivier Pastré (Paris VIII)

- **Membres du Club des Investisseurs de long terme :**

Franco Bassanini (CDP), Augustin de Romanet (Caisse des Dépôts)